

Aprobación del acuerdo de garantía correspondiente al préstamo n.º 936 MOR, celebrado entre la Oficina nacional de electricidad y el Banco internacional para la reconstrucción y el desarrollo.

Decreto n.º 2-73-635 de 6 de hicha de 1393 (31 de diciembre de 1973) por el que se aprueba el acuerdo de garantía correspondiente al préstamo n.º 936 MOR de 25.000.000 de dólares US., celebrado el 5 de octubre de 1973, entre la Oficina nacional de electricidad y el Banco internacional para la reconstrucción y el desarrollo para la financiación de un proyecto energético 132

Aduana. — Modificación de la cuantía del derecho de aduana aplicable a la importación de ciertos productos.

Acuerdo del ministro de finanzas n.º 1697-73 de 27 de ramadán de 1393 (24 de octubre de 1973) por el que se modifica la cuantía del derecho de aduana aplicable a la importación de ciertos productos 133

Tribunal supremo. — Lista de los ukiles judiciales autorizados para el año judicial 1973-1974.

Acuerdo del ministro de justicia n.º 1226-73 de 8 de chawal de 1393 (4 de noviembre de 1973) por el que se establece la lista de los ukiles judiciales autorizados ante el Tribunal supremo para el año judicial 1973-1974 133

Profesión de abogado. — Fijación de las modalidades de una sesión excepcional de examen del certificado de aptitud.

Acuerdo del ministro de justicia n.º 01-74 de 4 de hicha de 1393 (29 de diciembre de 1973) por el que se fijan las modalidades de una sesión excepcional de examen del certificado de aptitud a la profesión de abogado 134

TEXTOS PARTICULARES

Arquitecto. — Autorización de ejercer.

Acuerdo del ministro de asuntos administrativos, secretario general del Gobierno n.º 1241-73 de 30 de caadà de 1393 (26 de diciembre de 1973) por el que se autoriza a un arquitecto a hacer uso del título y a ejercer su profesión. 134

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir portant loi n° 1-73-162 du 14 hija 1393 (8 janvier 1974) modifiant le dahir n° 1-60-007 du 5 rejeb 1380 (24 décembre 1960) portant statut du personnel des entreprises minières.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la constitution, notamment son article 102,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le premier alinéa de l'article 3 du dahir n° 1-60-007 du 5 rejeb 1380 (24 décembre 1960) portant statut du personnel des entreprises minières, tel qu'il a été modifié et complété, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3 (1^{er} alinéa). — Une ou plusieurs commissions du statut et du personnel sont constituées dans les entreprises minières « soumises au présent statut ou dans chaque centre d'exploitation

« si l'entreprise en comprend plusieurs compte tenu de l'importance « et de la structure de l'entreprise ou du centre. »

(La suite sans modification.)

ART. 2. — Le présent dahir portant loi sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 14 hija 1393 (8 janvier 1974).

Pour contresign :

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Dahir portant loi n° 1-73-204 du 14 hija 1393 (8 janvier 1974) modifiant le dahir n° 1-63-260 du 24 jourmada II 1383 (12 novembre 1963) relatif aux transports par véhicules automobiles sur route.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la constitution, notamment son article 102,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 15, 1^{er} et 2^e alinéas du dahir n° 1-63-260 du 24 jourmada II 1383 (12 novembre 1963) relatif aux transports par véhicules automobiles sur route, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 15. — Le conseil d'administration comprend :

« Le ministre des travaux publics et des communications, « président ;

« Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée du « plan ;

« Un représentant du ministre chargé des finances ;

« Un représentant du ministre chargé du commerce, de « l'industrie et des mines ;

« Le secrétaire général du ministère des travaux publics et des « communications, auquel est dévolue la présidence en cas « d'empêchement du ministre ;

« Un représentant de l'Office national des chemins de fer ;

« Deux représentants des chambres de commerce et d'industrie, « dont un représentant de l'industrie minière ;

« Un représentant des chambres d'agriculture ;

« Un représentant des transporteurs routiers de marchandises ;

« Un représentant des transporteurs routiers de voyageurs ;

« Les quatre représentants des départements et offices énumérés « ci-dessus sont nommés pour une période de trois ans « renouvelable par arrêté pris sur la proposition de la personne « morale ou physique qu'ils représentent.

« Ils ne peuvent être choisis que parmi le personnel dépendant « des administrations publiques ou des établissements publics « intéressés ayant au moins le grade d'ingénieur d'Etat ou classé à « l'échelle de rémunération n° 11 prévue par le décret n° 2-62-344 « du 15 safar 1383 (8 juillet 1963) fixant les échelles de rémunérations « et les conditions d'avancement d'échelon et de grade des fonctionnaires de l'Etat. »

ART. 2. — Le présent dahir portant loi sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 14 hija 1393 (8 janvier 1974).

Pour contresign :

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.